

Face à la crise : le communisme ; à propos de Frédéric Lordon et de son essai *Figures du communisme*

Arnaud Saint-Cyr*

Résumé

Dans son plus récent ouvrage, Figures du communisme, l'économiste et philosophe Frédéric Lordon s'attaque au problème brûlant de la double crise, économique et environnementale, actuelle. Lordon désigne le coupable : le capitalisme, qui détruit la planète par son exploitation sans vergogne de la nature, et qui détruit la vie par son exploitation des êtres humains. Face à ce système mortifère, une sortie du capitalisme s'impose. Sortir du capitalisme, certes, mais pour le remplacer par quoi ? Lordon nous présente ici son alternative. Contre le capitalisme destructeur de monde, Frédéric Lordon veut la figure du communisme. En s'inspirant des travaux de Bernard Friot, Lordon nous expose son idéal de société communiste : salaire à vie, garantie économique générale, abolition du marché et de la finance, réduction du travail et accès généralisé à la culture et à l'éducation. Il s'en prend également aux obstacles de la révolution communiste, qu'il s'agisse de la bourgeoisie, des grandes institutions financières, des banques, des multinationales, des médias, de l'État, de son armée et de sa police, mais aussi de ceux que Frédéric Lordon appelle « les scouts », les Piketty et consorts, qui espèrent sauver l'humanité et la planète tout en sauvant le capitalisme. Une critique sans concession d'une actualité brûlante.

Frédéric Lordon est surtout connu du grand public comme un économiste hétérodoxe. Pour nous philosophes, il est davantage

* L'auteur est étudiant au doctorat en philosophie (Université de Montréal).

connu pour ses travaux philosophiques, notamment sa synthèse entre les philosophies de Marx et Spinoza¹. Mais Frédéric Lordon reste dans toutes ses démarches un militant anticapitaliste particulièrement critique de la mondialisation et de l'idéologie libérale. C'est précisément cette motivation qui est au cœur de son dernier livre, *Figures du communisme*², qui vient tout juste de paraître en février de cette année. Le livre ne pouvait pas mieux tomber : en pleine crise économique généralisée, doublée d'une crise sanitaire, on sent bien la nécessité d'un *autre système*. C'est précisément à ce désir de changement, en réponse à cette double crise, que Lordon propose d'apporter une solution en réintroduisant sur la scène de l'histoire la figure du *communisme*.

Un réquisitoire contre le capitalisme

Dès son ouverture et sa première partie, le livre ne passe pas par quatre chemins. Frédéric Lordon y désigne directement le coupable, le responsable de cette double crise : le capitalisme. En détruisant les écosystèmes, par la déforestation, l'exploitation minière, et l'étalement urbain, le capitalisme force les animaux, et leurs pathogènes, à « un contact bien trop rapproché avec les humains, d'où résulte l'augmentation du risque de zoonose [maladies d'origine animale]³ ». Et la situation ne s'annonce pas meilleure alors que la fonte des banquises et du pergélisol menace de libérer une masse de virus inconnus. Sur le plan humain, le bilan du capitalisme n'est pas meilleur : une société hiérarchisée à l'extrême, où il est impossible de bien vivre parce que personne ne vit bien, et où l'existence même des individus est conditionnée par le marché du travail, c'est-à-dire par leur employabilité par les capitalistes. Ce qui amène Lordon à formuler l'inévitable conclusion que « le capitalisme est entré dans une phase où il *détruit l'humanité*, par conséquent l'humanité va avoir à choisir entre persévérer tout court et persévérer dans le capitalisme – pour s'y éteindre⁴ ». Alors que le capitalisme lui-même ne cessait de

¹ Lordon, F. (2010), *Capitalisme, désir et servitude*.

² Lordon, F. (2021), *Figures du communisme*.

³ *Ibid.*, p. 26.

⁴ *Ibid.*, p. 14.

désigner ses propres lois comme « lois naturelles », voilà que la réalité en vient à nous montrer à quel point il est *contre nature*.

Désigner le capitalisme comme responsable de la crise environnementale, c'est aussi rompre avec toute une série d'euphémismes, comme le fait Frédéric Lordon. Cependant, lorsqu'on constate que « 100 entreprises sont responsables de plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre⁵ », le doute n'est plus possible : le capitalisme est bel et bien responsable. Nous ne sommes pas dans l'ère de « l'anthropocène », mais bien dans celle du « capitalocène »⁶. Dès lors, comment peut-on appeler à « changer de mode de vie » sans comprendre que cela implique de changer de mode de production ? Pire, comment fait *Le Monde* pour crier à l'urgence climatique d'un côté⁷, tout en prêchant la doxa néolibérale de l'autre ? Un écologisme conséquent se doit forcément d'être anticapitaliste – et pas seulement réformiste. Car le problème n'est pas le capitalisme « comme ceci » ou le capitalisme « comme cela », le problème n'est pas une phase particulière du capitalisme : son « état présent ». Non, « le problème est bien le capitalisme *tout court*⁸ ». Le capitalisme, en exigeant une croissance illimitée dans un monde fini, est par essence contre nature et hostile à l'environnement. C'est pourquoi la « décroissance » est également une autre forme d'euphémisme. « Il est précisé que “décroissance” est un autre nom pour “sortie du capitalisme”. Mais alors, pourquoi ne pas dire simplement... “sortie du capitalisme”⁹ ? » Ainsi, « décroissance ne serait qu'un euphémisme, qui évite la question centrale du capital. Ou bien, les “décroissants” envisagent la possibilité d'une décroissance, au sein même du capitalisme, ce qui est “techniquement possible”. Mais ça s'appelle la récession, et ça n'est pas beau à voir [...] entre 2008 et 2014, la Grèce perd 33 % de son PIB – une très belle performance de décroissance –, moyennant quoi son taux de

⁵ *Ibid.*, p. 41.

⁶ « Le climat n'est pas dérégulé par “l'homme”, il est dérégulé par le *capitalisme*. Par conséquent : capitalocène » (*Ibid.*, p. 28).

⁷ « Le cri d'alarme de quinze mille scientifiques sur l'état de la planète », tribune publiée par *Le Monde*, 13 novembre 2017.

⁸ Lordon, F., *op. cit.*, p. 28-29.

⁹ *Ibid.*, p. 103.

chômage atteint 27 %. Oui, c'est l'ennui : dans le capitalisme, le rapport entre croissance et emploi est bien serré¹⁰ ». Encore plus illusoire est l'idée d'un « capitalisme vert », autrement dit « l'idée que le capitalisme, par l'innovation, est capable de régler ses propres problèmes¹¹ ». Or encore faudrait-il que le capitalisme y trouve un intérêt, ce qui n'est pas le cas. À l'heure où les glaciers fondent, la seule question que se pose le capitalisme est celle de savoir comment y exploiter les ressources trop longtemps ensevelies.

Cette réfutation des euphémismes et des formes inconséquentes de l'écologisme conduit Lordon à la *critique du scoutisme*. Mais qui sont les *scouts* ? Les scouts sont tous ceux qui rêvent d'une transition écologique pacifique que l'on réaliserait « tous ensemble », bourgeois et capitalistes compris. Or « [s]'il est une chose dont on peut être certain, c'est que l'histoire n'a jamais avancé "tous ensemble" – car l'histoire n'est pas un buffet. Croit-on vraiment qu'on va arrêter le capitalisme "tous ensemble" ? (...) Capitalistes inclus ? Bourgeoisie avec¹² ? » Non, la lutte est à l'horizon et il va falloir s'y préparer, nous dit Frédéric Lordon. Parmi ceux que Lordon désigne comme des *scouts*, on retrouve *Extinction Rébellion*, *Alternatiba*, *Le Monde*, mais aussi certaines figures qui attirent particulièrement la critique de Lordon. Parmi eux, les auteurs du *Manifeste du travail*¹³, qui appellent à « démocratiser le travail », mais dont les solutions ne vont pas au-delà d'une association des capitalistes et des travailleurs. « Il faut un bicaméralisme d'entreprise [...] la solution passe par un système de double chambre : le conseil d'administration classique, pour le capital, et un conseil ad hoc pour les salariés [...] En résumé, les capitalistes sont priés de continuer d'apporter leurs fonds, mais devront accepter qu'un nombre de salariés fasse véto¹⁴ ». Outre le fait que les capitalistes ne consentiront jamais à cette « solution », il s'agit en fait d'une vieille ruse des capitalistes : associer le travail aux intérêts du capital. « Par exemple, dans cette veine : l'actionnariat-salarié – le rêve du CAC 40 [indice boursier français] depuis la fin des années 1990,

¹⁰ Lordon, F., *op. cit.*, p. 103, 105.

¹¹ *Ibid.*, p. 34.

¹² *Ibid.*, p. 61.

¹³ Ferreras I. et al. (2020), *Le manifeste du travail : Démocratiser, démarchandiser, dépolluer*.

¹⁴ Lordon, F., *op. cit.*, p. 52.

devenu horizon de la gauche “cucul” » qui permet « des économies de salaire en “payant” avec du papier de la boîte » et qui sert à « briser l’unité du salariat¹⁵ » en empêchant les ouvriers d’une usine de se porter au secours d’une autre lorsque sa fermeture est bonne pour le cours de l’action. En somme, les « solutions » de cette « gauche du rapprochement » (rapprochement entre les patrons et les ouvriers) ne vont pas plus loin que la cogestion à l’allemande que prône Thomas Piketty, autre grand adepte du scoutisme¹⁶. Enfin, parmi les scouts, on retrouve Jürgen Habermas, qualifié de « philosophe de service » par Lordon. « Le principal liquidateur de l’École de Francfort », « le barde tout terrain du “débat démocratique” et de la “délibération” », penseur de référence des journalistes incultes, Habermas, selon Lordon, rêve lui aussi d’une transition « pacifique », « tous ensembles », à la suite d’un « grand débat démocratique », d’un « processus de délibération » au terme duquel le meilleur argument aurait force de raison, une vision pleine de scoutisme qui hélas ne comprend rien à « la politique réelle, aux forces sociales réelles¹⁷ ». À la politique comme lutte des classes, Habermas préfère substituer sa vision de « la politique comme séminaire universitaire », imposant la discussion comme seul salut. Or désormais, l’heure n’est plus à la discussion, mais à la révolution. Face aux partisans du scoutisme, Lordon oppose la figure de Günther Anders, qui, bien que tout à fait bourgeois (marié à Hannah Arendt), avait au moins l’honnêteté intellectuelle, dans son essai *La violence, oui ou non*¹⁸, d’assumer la nécessité de la violence. « Un groupe de fous [...] a installé la possibilité de destruction complète de l’humanité : c’est donc eux ou nous. Ils menacent de nous tuer ? Nous n’avons plus d’autre choix que de les tuer. On est prêt ou on n’est pas prêt à tuer ceux qui veulent nous tuer : oui ou non¹⁹ ».

¹⁵ Lordon, F., *op. cit.*, p. 57-58.

¹⁶ « Le legs de l’histoire est là et on peut aller puiser ce qu’il y a de plus anticapitaliste : la cogestion à l’allemande – nous dit Thomas Piketty. » (*Ibid.*, p. 58.)

¹⁷ *Ibid.*, p. 185-186.

¹⁸ Anders, G. (2014), *La violence, oui ou non : Une discussion nécessaire.*

¹⁹ Lordon, F., *op. cit.*, p. 49.

Les partisans des euphémismes, des fausses solutions, du « tous ensemble » et du scoutisme, tous ces gens forment ce que Frédéric Lordon appelle les « forces de l'évitement » puisqu'ils évitent de désigner le capitalisme comme responsable de la crise actuelle. Leurs prétendues « solutions » ne sont qu'autant d'impasses et de voies de garage destinées à nous égarer de la vraie solution. Car, pour Frédéric Lordon, il n'y a qu'une seule solution : la révolution. « Il n'y a aucune sortie du capitalisme envisageable par “débat” et “consensus” dans les institutions de “la démocratie” (...) la démocratie du capitalisme exclut du champ de son débat la destruction de la propriété privée²⁰ ». Par conséquent, nous ne pouvons régler cette crise qu'en sortant du capitalisme. Autrement dit, le communisme est la seule alternative à l'effondrement capitaliste.

Sortir du capitalisme

Frédéric Lordon consacre la deuxième partie de son livre à la solution communiste et à la sortie du capitalisme. Les partisans d'une sortie du capitalisme sont souvent accusés de vouloir abolir, voire détruire l'économie. Or qu'est-ce que l'économie ? Frédéric Lordon nous propose une définition en s'appuyant sur Marx et Engels : l'économie est « l'ensemble des données sous lesquelles s'organise la production matérielle collective²¹ », autrement dit la production de tous les biens nécessaires à la reproduction de la vie. Or on voit bien par cette définition qu'une sortie du capitalisme n'équivaut pas à une « sortie de l'économie », mais bien à une réorganisation de la production sur des bases nouvelles. Par conséquent, la formule bourgeoise « l'économie ou la mort » n'a pas de sens. Ce que les partisans d'une sortie du capitalisme veulent, c'est échapper à « la tyrannie de la valeur d'échange autonomisée et fétichisée²² », comme le dit Lordon, à ce « primat du nombre » qui rend acceptable de sacrifier des vies humaines au nom d'une « réouverture de l'économie ». Pour ce faire, il faut réorganiser l'économie sur de nouvelles bases, des bases communistes, et ce sont précisément ces

²⁰ Lordon, F., *op. cit.*, p. 254.

²¹ *Ibid.*, p. 88.

²² *Ibid.*, p. 91.

bases du communisme que Frédéric Lordon établit dans la seconde partie de son ouvrage.

Le problème central auquel le futur mode de production communiste sera confronté est celui de la *division du travail*. Nous ne pouvons nous contenter de substituer au capitalisme un réseau (une « fédération ») de communes autonomisées, dont la production serait réduite à l'échelle locale, sans conserver un niveau de division du travail à l'échelle globale. « Le mouvement communaliste échouera s'il ne pense pas la division du travail²³ », nous dit Frédéric Lordon. La production d'une chose aussi simple qu'un stylo exige déjà la métallurgie, l'industrie extractive, la pétrochimie, etc. Par conséquent, il y aura à rejeter, mais aussi à conserver, une partie de la division du travail.

Déjà, le nouveau mode de production communiste entraînera la fin du « niveau de vie » capitaliste. « On ne pourra pas vouloir la fin du système qui nous promet le double désastre viral et environnemental, et la continuation de ses “bienfaits” matériels. C'est un lot : avec l'iPhone 15, la voiture Google et la 7G viendront inséparablement la caniculisation du monde et les pestes²⁴ ». Il s'agira d'une « décroissance » certes, mais d'une décroissance en dehors des rapports capitalistes qui entraîneraient à leur suite le chômage de masse et la ruine économique. Mais la vie ne sera pas pour autant misérable sous le communisme. En contrepartie des marchandises capitalistes, nous obtiendrons « la tranquillité matérielle pour tous, de vastes services collectifs gratuits, une nature restaurée, et peut-être par-dessus tout, *du temps*²⁵ ».

Une grande partie de la souffrance sous le capitalisme est causée par le *marché de l'emploi*, par la nécessité pour les prolétaires de vendre leur force de travail aux capitalistes. De cet échange résultent, comme on le sait, *l'exploitation* et *l'aliénation*. De même, l'existence du prolétariat est alors conditionnée au fait de se rendre *utile* à la bourgeoisie²⁶. Pour sortir de cette situation, Lordon propose de

²³ Lordon, F., *op. cit.*, p. 93.

²⁴ *Ibid.*, p. 98.

²⁵ *Ibid.*, p. 99.

²⁶ « L'emploi est une catégorie capitaliste. Qui suspend la rémunération, donc la vie matérielle, des individus à un lieu fantastique, nommé “marché du

détacher le salaire (la rémunération) de *l'emploi*. Pour ce faire, Lordon s'inspire du *salaire à vie* de Bernard Friot²⁷, qu'il renomme *garantie économique générale*. Mais en quoi consiste le salaire à vie ? Il consiste tout simplement à remplacer le salaire capitaliste par un salaire social. Ainsi, plutôt qu'un salaire versé par les capitalistes, le salaire à vie est versé à partir de caisses sociales qui sont elles-mêmes remplies à partir de cotisations prélevées sur la valeur ajoutée par le travail. Et plutôt que d'être versé en rémunération d'un travail, le salaire à vie est versé à vie, en fonction d'un niveau de qualification²⁸. Par ce double procédé, on émancipe donc le salaire à la fois de *l'emploi* (et de son *marché*), mais également du *travail*. De plus, par ce simple fait, on émancipe alors le travail. Cependant, s'il ne veut pas tomber dans les travers du scoutisme, le salaire à vie doit éviter de tomber dans l'écueil du « déjà là ». En effet, le salaire à vie est en quelque sorte « déjà là », puisqu'on le retrouve en France sous la forme de *l'assurance sociale* et du *statut de fonctionnaire*, créés en 1945 par les ministres communistes (Ambroise Croizat et Maurice Thorez) entrés au gouvernement après la libération. Le piège du « déjà là » consiste à croire qu'on pourrait imposer le salaire à vie sans passer par la révolution (et même en collaborant avec la bourgeoisie). Or l'assurance sociale et le statut de fonctionnaire (forme de « proto-salaire-à-vie ») n'ont pu être imposés que par un déchaînement de forces politiques sans précédent. « Pour imposer au capitalisme des constructions institutionnelles qui le contredisent – tout en le laissant persévérer quand même –, il a fallu une énergie de l'ordre de grandeur “guerre mondiale”. Avec liquidation des élites anciennes, poids symbolique, politique et militaire du vainqueur soviétique, constat d'échec accablant de la première mondialisation libérale, et table rase partielle²⁹ ». Par

travail”, transfiguration impersonnelle d'un lieu réel, l'arbitraire patronal. » (*Ibid.*, p. 112.)

²⁷ Friot, B. (2012), *L'enjeu du salaire* ; Friot, B. (2014), *Émanciper le travail*.

²⁸ « Le principe du “salaire à vie” est opéré par la cotisation collectée et redistribuée par les caisses, en particulier la “caisse de salaire” qui, comme son nom l'indique, reverse aux personnes leur rémunération sans égard pour aucune autre donnée que leur niveau de qualification » (Lordon, F., *op. cit.*, p. 113-114).

²⁹ *Ibid.*, p. 117.

conséquent, le salaire à vie n'est pas une manière d'éviter la révolution, mais *l'aboutissement d'un processus révolutionnaire*.

Pour ce qui est de la consommation dans le nouveau système communiste, Lordon propose de la constituer sur le même modèle de garantie économique générale. Pour ce faire, le salaire à vie doit être séparé en deux, une partie sera versée sur un compte courant et l'autre sur une *carte Vitale* (carte d'assurance maladie française) étendue. Ainsi dans le communisme « les individus ont accès à trois sortes de consommation : la consommation privée libre : la consommation privée “encadrée”, celle qui est permise par la carte Vitale étendue et “dirige” la demande vers des offres conventionnées, c'est-à-dire conformes à une norme politique de non-nuisance, donc soustraite aux dégâts d'indifférence des productions capitalistes ; enfin la consommation socialisée gratuite (santé, éducation) dont le champ pourra être étendu (transport, logement)³⁰ ».

Poser la question de la consommation, c'est inévitablement poser la question de *l'argent*, de la *monnaie*. Le communisme doit-il « abolir l'argent » ? Pour Frédéric Lordon, ceux qui souhaitent abolir l'argent commettent une double erreur. Premièrement, en abolissant l'argent, ils imaginent pouvoir abolir la violence qu'ils associent à l'argent³¹. Or, c'est faux, puisque la violence perdurera toujours, argent ou non. Deuxièmement, ils s'imaginent pouvoir remplacer l'argent par le troc et l'échange réciproque. Or si ce système peut fonctionner à petite échelle, difficile de l'imaginer à plus grande échelle. « Une entreprise qui fabrique des voitures, par exemple, ou des frigos, bref des biens complexes, composés de choses elles-mêmes complexes, elles-mêmes composées, etc., ne couvrira pas ses besoins par les voies de la réciprocité, voire du troc³² », auquel cas l'usage de la monnaie se révélera très utile. Il ne s'agit donc pas d'abolir l'argent, mais d'abolir le *marché*. Sous le capitalisme, le marché est « l'instance de la validation sociale *en tant qu'elle conditionne la survie matérielle des agents*³³ ». Il s'agit donc de sortir du capitalisme pour pouvoir sortir du marché. À

³⁰ Lordon, F., *op. cit.*, p. 114.

³¹ « L'argent, c'est la violence ; or il y a l'argent ; par conséquent, en supprimant l'argent, nous serons débarrassés de la violence. » (*Ibid.*, p. 123.)

³² *Ibid.*, p. 124.

³³ *Ibid.*, p. 126.

l'inverse du capitalisme, qui est une *économie de marché*, le communisme est une *économie planifiée*. Si la planification existait déjà à l'époque soviétique, force est de constater qu'« il lui a manqué la capacité brute de collecte et de traitement de données » et qu'« [à] l'évidence, sur ce front-là, on sait mieux faire aujourd'hui³⁴ ». En effet, la planification informatique serait incomparablement supérieure à la planification papier, tout en nous épargnant ses aléas bureaucratiques. Par ailleurs, la planification est déjà utilisée par des entreprises capitalistes telles qu'Amazon ou Walmart³⁵. La différence est qu'au lieu de maximiser l'expédition de colis, la planification socialiste nous permettrait d'organiser la production de manière à respecter l'environnement, tout en nous permettant d'échapper au marché de l'emploi.

De même que le communisme abolit le marché, il abolit également *la finance*, c'est-à-dire *la Bourse*. Dans le capitalisme actuel, la finance, sous la forme du capital actionnarial et de la créance, est devenue la force dominante de l'économie. La direction d'une entreprise capitaliste, désireuse de se prémunir contre toute OPA (offre publique d'achat) hostile, est obligée de satisfaire aux conditions des actionnaires pour maintenir le cours de l'action. Et « donc elle fera ce que l'opinion actionnariale lui demande – pour maintenir son cours le plus haut possible, et ainsi décourager les assaillants. L'opinion actionnariale demande-t-elle une rentabilité des capitaux propres de 15 % ? On la lui donnera. Demande-t-elle, en conséquence qu'on ferme les sites économiquement viables, profitables même, mais qui ne sortent que du 5 % ? On les lui fermera³⁶ ». Les exigences imposées par la finance conduisent donc inévitablement à la destruction de la planète et à la misère humaine, et c'est pourquoi la révolution communiste doit impérativement abolir *toutes* les institutions de la finance. Dans l'économie capitaliste, la finance occupe la fonction de *l'avance* : elle avance ses capitaux, en échange de quoi elle exige le *retour augmenté* des capitaux avancés. Pour pallier cette fonction dans l'économie communiste, Lordon propose de remplacer la logique capitaliste de *l'avance* par celle de la *subvention*. Le système communiste créera une *caisse économique*, constituée par des

³⁴ Lordon, F., *op. cit.*, p. 114.

³⁵ Philips, L. et M. Rozworski (2020), « Walmart, Cheval de Troie socialiste ? »

³⁶ Lordon, F., *op. cit.*, p. 135.

cotisations prélevées sur le modèle de la garantie économique générale, qui sera chargée de subventionner la production. « Cette dernière on l'a compris, devient l'institution responsable du *subventionnement* des projets. Du subventionnement et non du financement³⁷ ». C'est ainsi qu'il est possible de nous débarrasser de l'actionnariat.

Le communisme de Frédéric Lordon se veut également un communisme *luxueux*, au sens originare du mot, c'est-à-dire un communisme « lumineux ». Le capitalisme a trop longtemps fait main basse sur l'imaginaire du luxe, de la lumière et des couleurs, tout en nous dépeignant le communisme comme un régime gris et bétonné. Pour Frédéric Lordon, il faut subvertir cet imaginaire mensonger : « [s]i le communisme est une proposition grise, il perdra la bataille de l'imaginaire. Mais il n'a nullement à l'être³⁸ ». Le communisme luxueux de Lordon ne doit cependant pas être confondu avec le *Fully Automated Luxury Communism*³⁹ d'Aaron Bastani, vision utopique d'un communisme spatial entièrement automatisé à base d'imprimante 3D et de panneaux solaires. Le luxe ce n'est pas produire *plus*, mais produire *mieux*, ce que permet le communisme, car une fois « laissés à eux-mêmes, c'est-à-dire libérés des violences de la mise au travail capitaliste, les gens font, ils n'arrêtent plus de faire, et même ils font de mieux en mieux : car ils sont des êtres de désirs et d'activités⁴⁰ ». Ainsi le communisme de Lordon n'est pas *quantitativement*, mais *qualitativement* plus luxueux.

Enfin, le communisme doit permettre l'accès à la *culture* et à *l'éducation*. C'est pourquoi le communisme de Lordon vise « [l]'accès élargi et permanent au plus grand nombre de savoirs possible pour le plus grand nombre d'individus possible⁴¹ ». Dans l'économie capitalise, la culture est vue comme quelque chose de superflu qui fait immédiatement les frais en cas de crise ou de pandémie, comme nous avons pu le constater. Sous le capitalisme, la *validation sociale* prend la forme pécuniaire et la culture ne peut survivre qu'à condition d'être

³⁷ Lordon, F., *op. cit.*, p. 140.

³⁸ *Ibid.*, p. 155.

³⁹ Bastani, A. (2018), *Fully Automated Luxury Communism*.

⁴⁰ Lordon, F., *op. cit.*, p. 154.

⁴¹ *Ibid.*, p. 10.

rentable. Il en résulte une précarité et une misère généralisée des artistes, misère que la bourgeoisie encense sous l'idée de bohème « qui encourage celui qui ne veut pas subordonner sa création à la sanction monétaire du marché des œuvres à accepter la misère (...) contrairement à ce mythe, il y a beaucoup à douter que la précarité ait la moindre propriété avantageuse pour la créativité⁴² ». Du côté de la recherche, le CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) a longtemps été un modèle de salaire à vie, puisqu'il paye les individus pour faire ce qu'ils veulent, en l'occurrence de la recherche, sans aucune contrepartie⁴³. Mais cette situation a été mise à mal par la gestion néolibérale qui a décidé de mettre les chercheurs en *concurrence* pour l'accès à des ressources limitées, détruisant ainsi toute créativité intellectuelle. Le communisme, en mettant fin à la *précarité* des artistes et à la *concurrence* des chercheurs, en décorrélant la validation sociale de l'impératif de rentabilité économique via le salaire à vie, libère enfin les possibilités créatrices, intellectuelles et artistiques du plus grand nombre.

Les obstacles au communisme

Frédéric Lordon consacre la troisième et dernière partie de son livre aux obstacles qui barrent la route au communisme. En effet, la bourgeoisie ne lâchera rien de son pouvoir. Bien au contraire, elle mettra tout en œuvre pour défendre le capitalisme et faire dérailler toute tentative de changement. Faisons l'expérience de pensée d'un « gouvernement de gauche déterminé » qui arriverait au pouvoir. À quels obstacles serait-il immédiatement confronté ? Pour contraindre un gouvernement à courber l'échine, la finance dispose d'une arme redoutable : la dette. « Quand le marché n'est pas content, lui toujours faire ainsi : il vend les titres de la dette souveraine, fait baisser ses cours, donc monter ses taux d'intérêt⁴⁴ ». La finance internationale peut ainsi contraindre les États souverains à accepter ses politiques :

⁴² Lordon, F., *op. cit.*, p. 164-165.

⁴³ « Le CNRS en France a longtemps été une réalisation, sans doute approximative, mais néanmoins exemplaire, du "salaire à vie" et de ses vertus : des individus, certes sélectionnés, mais payés quasiment sans contrepartie, à faire pour ainsi dire ce qu'ils veulent. » (*Ibid.*, p. 165.)

⁴⁴ *Ibid.*, p. 177.

privatisations, déréglementation du travail, pas de déficits, pas d'inflation, baisse d'impôts, etc. Autre arme à disposition de la bourgeoisie : les médias. « Il faudra alors imaginer le concert médiatique, l'égout des chaînes d'information continue en plein débordement, la noria fulminante [...] la haine médiatique de classe ne se sentira plus aucune limite⁴⁵ ». Lorsque les médias deviennent la propriété de grands groupes capitalistes (Bouygues, Vivendi en France, Quebecor au Québec), ils deviennent autant d'armes au service de la bourgeoisie et de ses intérêts.

Mais sortons de l'expérience de pensée pour nous intéresser à un cas plus concret : le Chili de Salvador Allende. L'idée d'une « transition pacifique », d'une « voie démocratique » vers le socialisme, « [e]ntre 1970 et 1973, Salvador Allende s'y est risqué. Il en a résulté une leçon de chose politique d'une cruauté qui force la méditation – au moins pour ceux qui auraient le projet de recommencer⁴⁶ ». Les moyens employés par la bourgeoisie contre Allende sont plus drastiques en réalité que ceux envisagés par notre expérience de pensée. Le sabotage patronal (grèves, lock-out), l'inflation, la situation d'embargo économique, le retrait des institutions financières (FMI, Banque Mondiale), toutes ces mesures culminent finalement dans le coup d'État mené conjointement par les militaires chiliens et la CIA, qui débouchera sur la dictature de Pinochet. « Tout ça finit en bombardement aérien de la Moneda [le palais présidentiel chilien]. Et voilà le point de cruauté de la leçon de chose : jusqu'au dernier moment, Allende a voulu croire en la procédure “démocratique” et refusé l'option de la classe ouvrière en armes⁴⁷ ». Faute d'avoir voulu s'armer, les fusils ne se sont retrouvés que dans le camp d'en face. Voilà toute la tragédie du scoutisme, le « jeu démocratique » ne peut fonctionner que si l'on est deux et le problème c'est qu'en face, on n'y croit pas du tout. Tous les moyens sont bons pour maintenir la bourgeoisie en place. « Quand “la démocratie” est la démocratie *bourgeoise*, elle est d'abord *bourgeoise* avant d'être *démocratique*, c'est-à-dire qu'elle n'est démocratique *que dans les limites de sa bourgeoisie*⁴⁸ ».

⁴⁵ Lordon, F., *op. cit.*, p. 177-178.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 182.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 184.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 203.

Mais les obstacles au communisme ne s'arrêtent pas à l'échelle nationale, ils existent également sur le plan international. Face à l'hostilité internationale, la révolution communiste est immédiatement confrontée à un problème de taille. Ou bien le territoire administré est trop petit et se retrouve donc ignoré par le système d'échange international, ou bien il est trop grand pour être ignoré, ce qui fait qu'il devient inévitablement la proie des interventions impérialistes étrangères. « Tel est le problème des deux tailles critiques – économique et géopolitique : l'une est à dépasser l'autre surtout pas⁴⁹ ». Autre problème, un État qui deviendrait trop grand risque éventuellement de basculer dans le despotisme. Lordon se réfère ici à Kant, qui, dans son essai *L'idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*⁵⁰, rejette l'idée d'un État mondial sous prétexte que ce dernier, en raison de sa taille, deviendrait forcément despotique. Enfin, parmi les autres obstacles inter-nationaux se trouve *l'Union européenne*. « Dépasser le capitalisme, on a compris que ce n'était pas son affaire⁵¹ », nous dit Frédéric Lordon. Mais l'Europe ne parvient même pas à dépasser l'État-nation, ce qui devait être son but. De plus, la seule façon de dépasser l'État-nation selon les européistes serait de former... un État-nation. Quoi qu'il en soit, Lordon nous l'assure, il n'y a pas de révolution communiste qui puisse se dérouler au sein d'une Europe capitaliste. Par conséquent, sortir du capitalisme exigera également une sortie de l'Union européenne.

Poser la question des obstacles internationaux au communisme, c'est également se poser la question de *l'internationalisme*. Comment réagir face à un Bolsonaro qui « se trouve dépositaire d'un bien commun mondial, la forêt amazonienne, qu'il met au saccage – parfaite alliance de la cupidité et de la bêtise à front de bœuf⁵² » ? Comment résoudre cette contradiction entre *bien commun mondial* et *souveraineté nationale* ? Mais il s'agit là en fait d'une contradiction purement capitaliste. Si des souverainetés nationales folles se lancent dans la destruction d'un bien commun, la solution n'est pas de supprimer la souveraineté nationale, mais bien de supprimer la cause de cette folie :

⁴⁹ Lordon, F., *op. cit.*, p. 197.

⁵⁰ Kant, E. (1947), « Idée d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolite ».

⁵¹ Lordon, F., *op. cit.*, p. 69.

⁵² *Ibid.*, p. 64.

le capitalisme⁵³. Mais un autre problème surgit quant à la question de l'internationalisme : celui de l'internationalisme à l'époque du changement climatique. En effet, comment organiser la lutte anticapitaliste sur une base internationale quand on prend en considération le bilan carbone des transports aériens ? « On est bien forcés de constater que l'internationalisme, sitôt qu'il se donne des contenus concrets, procède d'abord... par le contact international : les voyages. À gros bilan CO₂⁵⁴ ». Pour Frédéric Lordon, l'internationalisme est donc une erreur, une illusion héritée des normes de la mobilité capitaliste, qui n'a jamais vraiment existé et à laquelle il faudra renoncer. Pour Lordon, « on n'a jamais pu compter un seul soulèvement révolutionnaire authentiquement internationaliste (...) L'internationalisme n'est pas une forme politique, et si l'on suit Kant, il est même préférable qu'il n'en soit pas ainsi⁵⁵ ». Le communisme de Lordon rejette donc l'internationalisme, ce qui est une erreur flagrante. C'est bien parce que le capitalisme est *mondial* qu'il faut le combattre à l'échelle *internationale*. Le libre-échange (par exemple le projet de ZLÉA) ne peut être combattu qu'à l'échelle internationale. Les derniers mouvements populaires de masse possédaient d'ailleurs ce caractère internationaliste (printemps arabe, grèves climatiques et mouvement d'opposition à la brutalité policière). Lordon confond donc mondialisation capitaliste et internationalisme prolétarien, car si le premier doit être combattu, le second est un « devoir »⁵⁶. Les obstacles capitalistes (Union Européenne, FMI, OTAN, etc.), s'ils sont internationaux, doivent être combattus internationalement.

⁵³ « Qu'est-ce qui a, par conséquent, créé ce problème intordable entre souverainetés locales et introuvables régulations institutionnelles globales, sinon le capitalisme ? [...] plutôt que de chercher [...] une solution à la contradiction local-global [...] s'en prendre à la force même qui installe les externalités du désastre : le capitalisme. » (*Ibid.*, p. 67.)

⁵⁴ *Ibid.*, p. 77.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 81.

⁵⁶ « L'internationalisme prolétarien est un devoir, mais c'est aussi une nécessité révolutionnaire » (Che Guevara, E. (1965), *Le socialisme et l'homme*, p. 106).

Malgré tous ces obstacles, le capitalisme semble également montrer des signes de faiblesse encourageants. La crise du personnel politique en est un exemple flagrant. Jamais, il y a dix ans, on n'aurait pu imaginer qu'un « personnage aussi insensé, vulgaire, agité, immature⁵⁷ » que Trump, Macron, Bolsonaro, Johnson ou autre puisse devenir président de son pays. Lorsque Muriel Pénicaud, ministre du Travail, appelle les employeurs à « ouvrir leurs chakras⁵⁸ », on se dit que la réalité a dépassé la caricature. Cette crise s'étend également au-delà du champ parlementaire avec des personnages aussi sordides qu'Alexandre Benalla (le conseiller de Macron qui se déguisait en policier). Mais la crise frappe également les partis avec la dislocation des formations politiques établies au profit de nouvelles (M5S, Podemos, UKIP, LREM). « Entre Trump, Bolsonaro ou Johnson l'époque semble décidément aux comiques, la seule différence étant que ce sont tous des comiques riches et involontaires⁵⁹ ». Pour Frédéric Lordon, nous sommes en présence de ce que Gramsci appelait une *crise organique*. Autrement dit une crise dans laquelle « les institutions politiques ne sont plus en état d'accommoder les tensions sociales engendrées par des contradictions économiques trop vives⁶⁰ ». La principale tâche d'un mouvement communiste qui souhaite rompre avec l'hégémonie capitaliste est alors la formation de ce que Frédéric Lordon appelle un *bloc contre-hégémonique*.

Anticapitalisme et antiracisme

Frédéric Lordon consacre la fin de son livre au problème de la constitution d'un *bloc contre-hégémonique*, destiné à mettre fin à l'hégémonie du bloc bourgeois. On a pu apercevoir les prémices d'un tel bloc dans les manifestations antiracistes de juin 2020 et dans l'effroi qu'elles ont suscité chez la bourgeoisie qui y voyait « la convergence des banlieues et de l'extrême gauche⁶¹ » ! Cette observation amène Lordon à poser la question de l'articulation des

⁵⁷ Lordon, F., *op. cit.*, p. 210.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 211.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 213.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 208.

⁶¹ *Ibid.*, p. 217.

autres luttes à la lutte anticapitaliste, autrement dit de la *convergence des luttes*. Pour Lordon, la question de la convergence des luttes s'est trop longtemps articulée autour de la *question de la « question centrale »*, les uns réduisant les autres luttes à un sous-produit de la leur. L'explication de Lordon est qu'il existe des réalités différentes pour chacune desquelles la « question centrale » sera différente. De même qu'il est impossible pour des jeunes de banlieues qui se font tirer dessus par la police de ne pas faire de l'antiracisme la « question centrale », il est également impossible pour des ouvriers en grève de ne pas faire de l'anticapitalisme la « question centrale ». Or, on sent bien que ces luttes sont liées, le racisme et le colonialisme ayant par exemple permis au capitalisme de réaliser sa phase d'accumulation primitive. « Le capitalisme ne cesse donc de produire des rapports de domination hybridés, composés, mais toujours sous le primat de sa grammaire de domination à lui [...] à savoir le rapport salarial⁶² ». Néanmoins, on assiste à des tentatives assez spectaculaires de *récupération* des autres luttes de la part du capital. Frédéric Lordon cite les exemples de « Jamie Dimon, PDG de JP Morgan, posant genou à terre devant le coffre de la banque⁶³ », mais on peut également penser aux réseaux féministes du CAC40⁶⁴.

Seulement, si le capitalisme peut volontiers accepter quelques banquiers noirs, pour peu que cela lui permette de détourner la lutte antiraciste de l'anticapitalisme, il ne renoncera jamais à son réservoir de travailleurs « indignes » qu'il destine à la surexploitation, et dont il maintient l'existence via un ensemble de rapports de dominations. Le capitalisme renforce donc sa forme particulière de domination à travers les autres dominations (racistes, sexistes, homophobes, etc.). Cependant, si « la domination salariale s'intensifie en s'appuyant sur les dominations racistes, et sexistes, dans l'autre sens, les dominations raciste et sexiste trouvent aussi à se renforcer dans la domination salariale⁶⁵ ». Cette situation engendre ce que Frédéric Lordon appelle des « *passions pénultièmes* » (du mot « pénultième » qui signifie « avant-

⁶² Lordon, F., *op. cit.*, p. 224.

⁶³ *Ibid.*, p. 225.

⁶⁴ Khider, M. et T. Raglaudre (2020), « Dans les réseaux “féministes” du CAC40 ».

⁶⁵ Lordon, F., *op. cit.*, p. 247.

dernier »), où des gens sont prêts à reconnaître la *hiérarchie structurale* propre au capitalisme pour peu qu'ils ne se trouvent pas au bas de la *hiérarchie salariale*. Cette position, qui exige d'avoir « encore quelqu'un plus bas », qui lutte pour une place « d'avant-dernier », est évidemment une impasse aussi monumentale en son genre que le scoutisme tant décrié par Lordon. Quant aux rapports de domination, la différence entre anticapitalisme et antiracisme, c'est que « le racisme et le sexisme sont *systémiques* » tandis que « [l]e capitalisme, lui est pleinement *institutionnel*⁶⁶ ». Si le racisme et le sexisme sont des *effets* du système, le capitalisme, lui, *est* le système.

Cet état de fait amène Frédéric Lordon à poser quatre principes de convergence des luttes pour l'organisation d'un bloc contre-hégémonique. Premièrement, *l'égalité des luttes* : toutes les luttes sont égales en *légitimité* et en *qualité*. « Il n'y aura pas de bloc contre-hégémonique hors d'une reconnaissance de l'égalité des luttes⁶⁷ ». Cependant, elles ne sont pas toutes égales en *quantité*, puisque les sphères de dominations varient chacune en diamètre et ne recouvrent pas les mêmes populations (la sphère de domination capitaliste étant à cet égard-là plus grande). Il arrive alors souvent que ces sphères se recouvrent. Lordon donne l'exemple des femmes de chambre des hôtels Ibis⁶⁸, triplement opprimées en tant que femmes noires et salariées, auquel cas la convergence des luttes doit servir à articuler ces superpositions. Second principe : *l'autonomie relative* des luttes. Le principe *d'autonomie* consiste à ne pas considérer les autres luttes comme un sous-produit d'une lutte donnée. « Reconnaître l'autonomie des luttes antiracistes ou féministes, ce n'est pas se raconter que, le capitalisme dépassé, ces oppressions en seraient *ipso facto* supprimées⁶⁹ ». Cependant, l'autonomie relative des luttes doit avoir pour corollaire le troisième principe, à savoir *la lutte contre la séparation absolue des luttes*. La bourgeoisie cherche à l'évidence à séparer

⁶⁶ Lordon, F., *op. cit.*, p. 238.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 240.

⁶⁸ « Allez demander, par exemple, aux femmes de chambres noires des hôtels Ibis, de faire le tri de leurs « causes », ou de hiérarchiser. Ce sont des complexes, ou des agglomérats, de dominations qui se donnent en pratique, si bien que lutter contre l'une est *ipso facto* lutter contre les autres » (*Ibid.*, p. 240).

⁶⁹ *Ibid.*, p. 241.

les luttes. C'est ce que fait Hilary Clinton lorsqu'elle demande : « [s]i nous brisons les grandes banques demain, ceci mettrait-il fin au racisme ? Ceci mettrait-il fin au sexisme⁷⁰ » ? Mais pourquoi choisir entre les deux luttes ? La bourgeoisie tente de nous faire croire qu'il n'est pas nécessaire d'abolir le capitalisme. Or lorsqu'on considère le salariat comme le substrat par lequel s'exercent toutes les formes de domination en les remobilisant à son profit, on ne voit vraiment pas pourquoi ceux qui ont tout intérêt au renversement du capitalisme n'en feraient pas autant. Le quatrième principe est un principe de *non-nuisance*. Les luttes doivent être menées sans se porter atteinte les unes aux autres⁷¹. On ne peut pas faire des « campagnes de sensibilisation » sur l'environnement ou l'homophobie main dans la main avec les marchands de luxe de chez Gucci, Cartier, LVMH, nous dit Lordon. On ne doit pas abandonner la lutte anticapitaliste pour pactiser aussitôt avec les ennemis du prolétariat. De même, il ne faut pas bazarder la lutte antiraciste pour aller s'allier avec les nazillons du Front National ou les « souverainistes des deux bords », sous prétexte de combattre l'euro. Si elles veulent aboutir et si elles souhaitent mettre fin à l'hégémonie bourgeoise, les luttes doivent être *solidaires* les unes des autres.

Critique

Le livre de Frédéric Lordon a le mérite de poser les bonnes questions à l'heure actuelle. Plutôt que de traiter d'un enjeu philosophique intemporel (comme « qu'est-ce que l'être », ou « qu'est-ce que la connaissance »), *Figures du communisme* s'attaque aux enjeux qui s'imposent à nous de la manière la plus *urgente* et *immédiate* : à savoir la crise environnementale, la pandémie, la crise économique et les violences policières. Le livre a également le mérite de désigner une cause commune à tous ces problèmes : le capitalisme. De plus, le livre évite l'écueil des pseudo « solutions » de réaménagement du

⁷⁰ Lordon, F., *op. cit.*, p. 242.

⁷¹ « Si donc, pour faire dans les grands mots, on devait formuler une éthique politique des luttes, ou de la coexistence des luttes, elle aurait pour premier principe de ne rien faire dans sa lutte qui puisse nuire aux autres. » (*Ibid.*, p. 246.)

capitalisme proposées par tous les « scouts ». Au contraire Lordon opte pour la solution radicale d'une sortie du capitalisme. On est forcé de reconnaître qu'il y a quelque chose de juste et de courageux dans cette position. Lorsqu'un système entraîne inévitablement la destruction de l'humanité, la solution n'est pas de « réparer » ce système, mais de le *détruire*. « Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau⁷² », voilà une leçon que Frédéric Lordon a bien retenue. Pour autant, Lordon ne se limite pas à la critique négative : il s'agit également de se figurer le « monde d'après », de se figurer le communisme. En cela, le livre de Lordon est tout à fait réaliste, le communisme n'y étant pas présenté comme une utopie chimérique, mais comme un système économique concret. Les idées de Lordon, même si elles sont empruntées en grande partie à Bernard Friot, ont le mérite de nous aider à nous figurer plus clairement ce que serait une société qui aurait décidé de renoncer à la propriété privée : garantie économique générale, salaire à vie, planification économique et environnementale, suppression de la finance, etc. En cela le livre est remarquable par sa lucidité.

Néanmoins, après avoir lu tout le livre, force est de constater qu'on n'y trouve pas la moindre idée sur *comment* passer du capitalisme au communisme. Certes, l'honnêteté de Lordon le force à reconnaître la nécessité d'une révolution violente qui verrait le peuple en armes, mais pas plus. Or, savoir où, comment et par quels moyens la révolution doit advenir est précisément la question centrale qui a occupé les révolutionnaires des XIX^e et XX^e siècles. Grève générale, insurrection ouvrière ou lutte armée (guérilla) ? Lordon ne tranche pas cette question. La troisième partie de son livre énumère bien les obstacles auxquels le communisme se verrait confronté, mais il ne nous explique pas comment les déjouer. La chose qui s'en rapproche le plus est son chapitre « anticapitalisme et antiracisme », mais ce chapitre est davantage consacré à chercher quelles sont les forces révolutionnaires, plutôt qu'à expliquer comment ces dernières doivent faire la révolution. De plus, sa manière d'essayer de coordonner les luttes semble bien confuse, alors qu'il serait bien plus simple de présenter le racisme ou l'oppression des femmes comme les *superstructures* idéologiques du capitalisme, ce qui aurait pour mérite de

⁷² Saint-Just, L. A. (2004), *Œuvres complètes*, p. 667.

rendre évidentes les raisons pour lesquelles la lutte féministe et la lutte antiraciste *doivent* renverser le capitalisme. Le plus étrange, c'est que Lordon nous explique en détail pourquoi un écologisme conséquent doit *nécessairement* être anticapitaliste, sans prendre la peine d'expliquer en quoi un antiracisme conséquent ou un féminisme conséquent doivent également être anticapitalistes. D'autant que la question des liens entre racisme et capitalisme (ou entre patriarcat et capitalisme) a déjà été posée à la fois par les principaux représentants du mouvement ouvrier et du mouvement antiraciste (qui d'ailleurs sont souvent les mêmes personnes). Néanmoins, sur la question des moyens nécessaires à la révolution, force est de constater que Lordon a au moins le mérite de dire que c'est bien par la révolution qu'il faut sortir du capitalisme (quand bien même il ne précise pas les modalités de cette révolution). Quant à la question de la convergence des luttes, Frédéric Lordon admet lui-même ne vouloir qu'« ouvrir la discussion⁷³ ». De plus, toutes ces précisions seront peut-être amenées dans les prochains ouvrages du philosophe. Auquel cas nous serons ravis de continuer à le lire.

En conclusion, pour l'actualité aigüe des sujets traités par Frédéric Lordon, pour son diagnostic sans fards sur les causes de la double crise actuelle, pour son réquisitoire magistral contre le capitalisme qui détruit nos vies, pour son rejet sans concessions des pseudo-solutions, pour sa volonté inébranlable d'abolir le capitalisme, pour son portrait détaillé de la société communiste, pour toutes ces raisons et bien d'autres, il faut absolument lire *Figures du communisme* de Frédéric Lordon. Parce que cet ouvrage contient l'analyse philosophique la plus juste et la plus intéressante qui ait été écrite sur la pandémie et la crise climatique actuelle.

Bibliographie

- Anders, G. (2014), *La violence, oui ou non : Une discussion nécessaire*, Paris, Fario, 168 p.
Bastani, A. (2018), *Fully Automated Luxury Communism*, Londres, 288 p.
Che Guevara, E. (1965), *Le socialisme et l'homme*, Paris, Maspero, 132 p.

⁷³ « Maintenant la discussion peut commencer » (Lordon, F., *op. cit.*, p. 271).

- Ferreras I. *et al.* (2020), *Le manifeste du travail: Démocratiser, démarchandiser, dépolluer*, Paris, Éditions du Seuil, 216 p.
- Friot, B. (2012), *L'enjeu du salaire*, Paris, La Dispute, 202 p.
- Friot, B. (2014), *Émanciper le travail*, Paris, La Dispute, 151 p.
- Khider, M. et T. Raglaudre (2020), « Dans les réseaux “féministes” du CAC40 », *Le Monde diplomatique*, vol. 67, n° 801, p. 1, 20-21.
- Kant, E. (1947), « Idée d'une histoire universelle d'un point de vue cosmopolite », *La philosophie de l'histoire*, Paris, Aubier-Montaigne p. 57-91.
- Lordon, F. (2010), *Capitalisme, désir et servitude*, Paris, La Fabrique, 216 p.
- Lordon, F. (2021), *Figures du communisme*, Paris, La Fabrique, 282 p.
- Philips, L. et M. Rozworski (2020), « Walmart, Cheval de Troie socialiste ? », *Le Monde diplomatique*, vol. 67, n° 792, p. 28.
- Saint-Just, L. A. (2004), *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1248 p.
- Tribune (2017), « Le cri d'alarme de quinze mille scientifiques sur l'état de la planète », *Le Monde*, 13 novembre 2017, p. 6-9.